
SESSION ANNUELLE 2008 DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Genève, 11-12 septembre 2008

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Point 3b)

PC-WTO/2008/3b)-R.2
21 août 2008

LE COMMERCE INTERNATIONAL PEUT -IL CONTRIBUER A ATTENUER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ?

Document de travail présenté par Mme Khunying Kalaya Sophonpanich (Thaïlande)

C'est pour moi un honneur d'aborder un sujet qui est en passe de devenir une préoccupation immédiate pour chacun d'entre nous. Ces dernières années, nous avons tous assisté à des changements climatiques spectaculaires et à des désastres dans le monde.

Tout d'abord, je voudrais vous parler de ce qui s'est passé dans mon pays, la Thaïlande.

La Thaïlande est un pays dont l'économie repose principalement sur l'agriculture. C'est l'un des six plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de produits alimentaires. Nous avons toujours produit du riz, des fruits, des herbes aromatiques et des légumes, principalement pour satisfaire la demande locale et exporter les excédents. Progressivement, notre production s'est orientée vers les exportations. Après la Seconde Guerre mondiale, l'irrigation des terres s'est développée et nous avons progressivement connu une "révolution verte", qui a rendu la pratique de la monoculture de plantes telles que le maïs, la canne à sucre et le manioc de plus en plus répandue et lucrative.

Des routes ont été construites pour désenclaver le pays et ouvrir l'arrière-pays au marché mondial.

Les agriculteurs gagnaient bien leur vie et la Thaïlande engrangeait des devises étrangères qui lui permettaient d'investir dans les infrastructures. La prospérité augmentait, mais on ne se souciait guère du fait que le développement des zones cultivées détruisait les forêts et les bassins hydrographiques. Dans le passé, les forêts représentaient 70 pour cent de notre territoire. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à environ 26 pour cent.

Nous nous sommes aussi lancés dans l'industrialisation il y a environ cinquante ans, car c'était la tendance de l'époque. Nous nous sommes efforcés d'attirer les investissements étrangers en proposant des mesures d'incitation fiscale, de réduction des droits d'importation, des licences monopolistiques, des zones industrielles et de nombreux autres avantages. Ces nouvelles industries ont aussi créé des besoins plus importants en matière d'infrastructures telles que barrages, centrales électriques, réseaux de transport et de communication, ce qui a accéléré la déforestation.

Peu d'entre nous étaients conscients des conséquences de ce phénomène, notamment la pollution, les émissions de dioxyde de carbone, la prolifération de logements insalubres et l'érosion des sols. En nous lançant dans une course à la croissance, nous avons donc détruit notre environnement. Nous avons pris à la terre, mais nous ne l'avons pas protégée.

C'est la détérioration de nos forêts qui m'a incitée à lancer un projet de reforestation sous l'égide de la Fondation de l'Institut Rajapruek, dont je suis la Secrétaire. La Fondation a pour unique objectif d'étendre les zones forestières dans le pays, tout en menant des actions de sensibilisation en matière d'environnement auprès de tous les Thaïlandais. Notre slogan est le suivant : "tous les Thaïlandais peuvent contribuer à reverdir le pays".

Pendant les 21 dernières années, la Fondation s'est consacrée à susciter une prise de conscience de notre responsabilité collective envers notre environnement, et s'est employée à promouvoir la plantation d'arbres pérennes et d'arbres à feuilles persistantes dans le pays en coopération avec des citoyens thaïlandais d'horizons divers, afin de rendre à notre terre ce que nous lui devons. Grâce à divers projets, nous avons pu planter plus de 20 millions d'arbres.

L'un des projets dont la Fondation et moi-même sommes le plus fières est le projet de reforestation lancé en hommage à Sa Majesté le roi de Thaïlande à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de son couronnement en 1996.

En 1994, le gouvernement de coalition dirigé par le Parti démocratique a lancé un projet de reforestation dans plusieurs bassins versants de Thaïlande. L'objectif était de planter plus de 800 000 hectares de forêt en dix ans pour célébrer le 50^{ème} anniversaire de l'accès de Sa Majesté au trône. Le gouvernement a sollicité la coopération des entreprises publiques et des principales entreprises privées, des banques, des fonctionnaires, ainsi que de la population pour réaliser son projet en l'honneur du Roi. Le monarque étant l'objet d'une grande révérence en Thaïlande, Sa Majesté la Reine a lancé un appel public au peuple et au gouvernement, à la suite duquel les principales institutions thaïlandaises ont contribué au projet à hauteur d'environ 500 millions de dollars E.-U. sur une période de 15 ans.

Pour la première fois dans l'histoire de la Thaïlande, nous avons pu inverser la tendance de la déforestation. Nous avons réussi à accroître nos zones forestières de 10 pour cent, en les faisant ainsi passer aux 26 pour cent actuels.

Il était dans l'ordre des choses que la Fondation devienne le cocontractant des principales entreprises engagées dans l'effort de reforestation, puisqu'elle avait déjà mené à bien plusieurs projets de reforestation grâce aux dons qu'elle avait reçus. De 1994 à aujourd'hui, la Fondation a planté et entretenu plus de 10 millions d'arbres dans des bassins versants sur plus de 13 000 hectares de terre, dans le cadre du projet en l'honneur de Sa Majesté le Roi.

Nous avons engagé les villageois à planter des arbres et à les entretenir, ce qui a été suivi d'effet. A mesure que les arbres ont poussé, les villageois ont de nouveau pris conscience des avantages de la forêt. Les oiseaux, les animaux et les crabes sont revenus. Les sols sont redevenus humides et fertiles. L'eau est devenue abondante et plus propre. Les forêts ont aussi fourni des herbes aromatiques et des médicaments. Au bout de trois ans, la gestion des forêts a été transférée au Service des forêts et nous avons pu obtenir que les villages continuent à prendre soin des forêts.

C'était là une solution dans laquelle toutes les parties étaient gagnantes ! La Thaïlande a pu reprendre possession de nombreux territoires pour y replanter des forêts. Les villageois ont été payés pour reconstruire leur environnement. Ils n'ont plus été contraints de quitter la campagne pour aller travailler dans les villes ou à l'étranger. Certains, qui travaillaient dans les villes, sont rentrés. Ils ont aussi appris à comprendre la valeur et l'importance des forêts pour l'environnement et la signification du développement durable. En d'autres termes, les arbres sont la solution.

Je souhaiterais revenir à une très brève histoire de la croissance économique thaïlandaise ces 50 dernières années. Notre histoire nous enseigne que le commerce, notamment le commerce international, a eu une incidence néfaste sur l'environnement et le climat. Certes, le commerce nous apporte davantage de richesse matérielle et davantage de revenus, mais tout pays doit en comprendre les effets éventuels sur sa société, sa culture, son environnement et son climat. Pour résumer, nous devons comprendre les avantages que représente le commerce international pour les peuples, mais aussi ses inconvénients éventuels, ainsi que la structure et les politiques que nous devons mettre en œuvre pour réduire ces effets négatifs.

Trop souvent, nous oublions que le développement durable doit suivre de près l'intérêt de la population, faute de quoi tout avantage sera de courte durée.

Permettez-moi de vous donner un exemple : on trouve au Sud de la Thaïlande la très charmante île de Koh Lanta. La population de l'île est d'environ 20 000 habitants. Koh Lanta est devenue une destination populaire auprès des Scandinaves pendant les mois d'hiver qui, bien que frais, sont plus chauds que les étés scandinaves. L'île possède des plages agréables. Les habitants y sont aimables et serviables. Il fallait auparavant faire deux trajets en bac pour arriver jusqu'à l'île, ce qui réduisait le nombre de touristes. Les Scandinaves venaient avec leurs familles et passaient plusieurs mois sur l'île en hiver.

Le gouvernement central a construit une route autour de l'île pour répondre aux besoins du tourisme, et bientôt de nombreux hôtels et pensions de famille ont été construits par des investisseurs étrangers au bord des plages. La nécessité de protéger l'environnement et de mettre en place un véritable réseau d'égouts n'ayant pas été prise en compte, les cours d'eau se sont vite trouvés bouchés. Les capacités de la décharge ont rapidement été dépassées par l'augmentation des déchets. La zone forestière a été réduite de plus de moitié. Les habitants de l'île ont constaté que le coût de la vie avait augmenté, tandis que les revenus qu'ils tiraient de leurs activités traditionnelles de pêche n'avaient pas suivi. Les meilleurs emplois de l'industrie touristique en pleine expansion ont été pourvus par des habitants du continent mieux éduqués, originaires d'autres régions du pays. Ce n'est que récemment qu'un établissement d'enseignement secondaire du premier cycle a été ajouté à l'école primaire.

Bientôt, nous n'aurons plus de paradis tropical. Les touristes ne seront plus attirés par l'île et nous serons confrontés au mécontentement social. Par conséquent, même sans grandes usines et sans déchets toxiques, nous pouvons détruire notre précieux environnement.

Toutefois, de par mon expérience politique passée, en tant que parlementaire, j'ai constaté que le commerce et les investissements sont et continueront à être de plus en plus mondialisés, et de plus en plus intensivement, par des moyens multilatéraux et bilatéraux.

Je crois que le système commercial multilatéral placé sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce peut jouer un rôle vital pour atténuer les changements climatiques. Le Cycle actuel de négociations commerciales de Doha, dans lequel l'un des principaux objectifs est de

réduire considérablement les subventions agricoles ayant un effet de distorsion sur les échanges, qui sont principalement le fait des pays riches, pourrait avoir un effet très positif sur les contraintes imposées à notre environnement et à notre climat. Pour atteindre l'objectif de la réorganisation des subventions agricoles qui faussent les échanges, il faudrait ouvrir davantage de perspectives aux pays, notamment aux pays en développement. Cela permettrait de rendre les conditions égales pour tous en matière de production alimentaire et d'éviter que les subventions ne faussent les prix mondiaux. Il serait alors plus avantageux de se lancer dans l'agriculture durable, semblable à notre mode de production agricole traditionnel. En outre, au titre du Cycle de Doha, les membres de l'OMC négocient actuellement la libéralisation des biens et services environnementaux, qui pourrait avoir pour effet de contribuer à faciliter et élargir l'accès de ces biens et services au marché, et contribuer ainsi indirectement à atténuer les changements climatiques. Il importe aussi d'indiquer que, dans le cadre du Cycle de Doha, plusieurs autres négociations pourraient être très bénéfiques pour l'environnement en général, notamment celles qui visent à réduire les subventions à la pêche pour limiter le problème de la surexploitation des stocks de poisson et l'épuisement des ressources naturelles.

Toutefois, il sera toujours difficile de déterminer si le commerce international peut contribuer à atténuer les changements climatiques à moins d'aborder effectivement les questions essentielles suivantes : transparence des processus, obligation de rendre des comptes devant les citoyens et participation de la population.

Le facteur le plus important est de comprendre clairement quelles activités économiques doivent ou ne doivent pas être engagées dans le domaine du commerce et de l'investissement, et quels paramètres doivent s'appliquer à cet effet, par exemple la construction de grands barrages, etc. Tous ces problèmes doivent essentiellement faire l'objet de décisions politiques, fondées sur des connaissances et des informations adéquates. Ce sont là des défis cruciaux auxquels les pays en développement sont confrontés et continueront à être confrontés à l'avenir.

Je suis certaine que de nombreux pays connaissent des expériences semblables à celle de la Thaïlande. Aujourd'hui, nous sommes plus conscients des effets de la croissance économique et du commerce sur les changements climatiques et l'environnement et nous les connaissons mieux. Nous disposons également des recommandations et des orientations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et du Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques (GIEC), ainsi que d'une quantité considérable de connaissances et d'experts pour nous conseiller. Nous devons suivre, surveiller et protéger notre monde et notre patrimoine.